

Représentativité électorale

Bergeron n'appuie pas Tremblay et Labonté



Par **Richard Bergeron**
Chef de Projet Montréal
Le 2 mai 2008

Dans son édition du 30 avril, sous le titre *Tremblay appuie Labonté*, *La Presse* affirme que lors de sa séance du lundi précédent, le Conseil de la Ville de Montréal a voté unanimement en faveur d'une proposition visant à augmenter le nombre de députés représentant la région montréalaise. L'information est erronée puisque j'ai voté contre cette proposition.

Rappelons qu'il y a un mois environ, le directeur général des élections du Québec avait proposé de redessiner la carte électorale du Québec de façon à réduire de trois le nombre d'élus des régions périphériques à l'Assemblée nationale, au profit des banlieues entourant l'île de Montréal, le nombre total de 125 députés demeurant inchangé. Le DGEQ motivait sa proposition par les importants changements démographiques intervenus au Québec ces vingt dernières années. Depuis 1986, en effet, cinq des régions les plus excentrées – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord – ont vu leur population décroître de 66 000 habitants. Durant le même intervalle, celle de la grande couronne de banlieues entourant l'île de Montréal a au contraire crû de 722 000 habitants (territoire de la RMR, moins l'île de Montréal). C'est pourquoi chaque député de la Gaspésie représente aujourd'hui 32 000 habitants du Québec, contre 76 000 pour son collègue de Laval. La proposition du DGEQ visait donc à corriger cette importante distorsion au niveau de la représentativité électorale au Québec.

À première vue, la logique arithmétique du DGEQ est implacable. Il n'empêche qu'elle a soulevé un tollé d'oppositions, alimenté par la réaction outrée des régions excentrées. Il n'aura fallu que quelques jours pour que le gouvernement Charest mette en veilleuse la proposition du DGEQ et relance la discussion sur la révision de la carte électorale du Québec. C'est dans ce contexte que se situait le vote pris au Conseil de la Ville de Montréal le 28 avril dernier : à l'unanimité moins un, les élus montréalais ont adopté une proposition demandant à ce que « le poids électoral de l'île de Montréal soit préservé et celui de la région métropolitaine ajusté (pour...) accorder en conséquence à sa population le nombre de sièges additionnels requis à l'Assemblée nationale ». En clair, le Conseil demande à Québec d'accorder trois députés supplémentaires aux banlieues.

J'ai deux raisons de m'opposer à cette proposition. Je précise que lundi dernier, j'ai dûment exposées ces deux raisons à mes 64 collègues du Conseil.

La première est qu'étant originaire d'une région périphérique, le Lac Saint-Jean, je conserve une grande sensibilité aux réalités régionales. C'est pour moi une véritable cruauté que d'assister au déclin démographique et économique de ces régions. Et si l'on en croit les projections de l'Institut de la statistique du Québec, ce déclin n'est qu'amorcé puisqu'il est prévu que les cinq régions en cause perdront 78 000 habitants de plus d'ici 2026, voire 169 000 d'ici 2041 (scénario de référence). À ce déclin démographique et économique, on voudrait maintenant ajouter la marginalisation politique.

L'une des faiblesses de la démocratie est qu'elle impose une sorte de dictature du nombre. Sans nier que la taille des populations en soit l'un des critères fondamentaux, il ne peut s'agir du seul critère. Celui de la diversité des points de vue doit notamment être pris en compte. À cet égard, deux personnes dont l'une vit en Abitibi, l'autre en Gaspésie, sont porteuses d'expériences de vie et de conception de l'avenir assurément plus éloignées l'une de l'autre que deux autres personnes vivant l'une à Sainte-Julie, l'autre à Mascouche. Par ailleurs, tout État qui se respecte doit être porteur d'une conception volontariste de l'avenir de son territoire. À cet égard, le repli territorial présentement en cours au Québec, conduisant à abandonner les régions excentrées pour concentrer la population dans une sorte de monotonie banlieusarde pan-montréalaise, est hautement déplorable. Il doit être combattu avec énergie. C'est ce que la France a fait avec le concept des *métropoles d'équilibre*, le Royaume-Uni en mettant en œuvre une stratégie forte de relance de ses anciennes villes industrielles. À une échelle plus semblable à la nôtre, des pays comme la Norvège et la Suède voient à soutenir l'occupation et la vitalité de l'ensemble de leur territoire. Où que l'on regarde, on ne trouve pratiquement que les États-Unis à s'en remettre à une sorte de *loi du marché* laissant la population et les entreprises s'installer où bon leur semble, sans plan d'ensemble. L'extraordinaire vitalité démographique autant qu'économique de ce pays en fait toutefois un cas hautement singulier, puisque la croissance accélérée d'une partie du territoire n'entraîne pas forcément le déclin d'autres parties de ce même territoire.

Mon second motif d'opposition à la proposition d'augmenter de trois le nombre de députés représentant la population de la grande banlieue montréalaise à l'Assemblée nationale est que cela ferait trois personnes de plus qui, à Québec, s'emploieraient jour après jour à tirer la couverture du côté de ladite banlieue.

Il faut être bien naïf pour croire à la théorie du poids politique de la région métropolitaine de Montréal. En fait, on trouve d'un côté l'île de Montréal, qui n'a pratiquement plus aucun poids politique, de l'autre côté les banlieues entourant Montréal, qui ont déjà un poids politique démesuré.

Pour un politicien provincial ou fédéral, Montréal est toujours un jeu à somme nulle puisque ce qui plait à un électeur déplaît forcément à un autre électeur : nationalistes versus fédéralistes, francophones versus anglophones, néo-québécois versus *de souche*, gauche versus droite, riches versus pauvres, les lignes de fracture de l'électorat montréalais sont innombrables. C'est pourquoi aucune formation politique ne peut espérer le faire basculer en bloc. Par contre, l'électorat beaucoup plus homogène – classes moyennes francophones – des banlieues peut, lui, faire et défaire les gouvernements en votant massivement dans un sens ou dans un autre. Un premier ministre avisé, ou encore un prétendant avisé à ce poste, aura tôt fait de comprendre que le 514 ne vaut plus une bataille et que la seule stratégie potentiellement

gagnante est de jouer le tout pour le tout sur le 450. Voilà qui explique, entre autres, le métro de Laval ou le nouveau pont dans l'axe de l'autoroute 25.

Les élus municipaux montréalais considèrent que leur rôle est de défendre les intérêts du *Grand Montréal*. Ils sont bien les seuls à penser de cette façon. Pour prendre l'exemple le plus évident, Gilles Vaillancourt est l'homme d'une seule cause : Laval. Ils sont plus de soixante maires et mairesses, dans toutes ces municipalités de banlieues entourant Montréal, à être les hommes et les femmes d'une seule cause, que celle-ci s'appelle Repentigny, Saint-Eustache ou Beloeil. Chaque jour, ces hommes et ces femmes se dévouent totalement et exclusivement au développement de leur municipalité. Quitte à ce que cela se fasse au détriment de Montréal. De fait, ils et elles n'ignorent sans doute pas que 60 % de la croissance démographique dont bénéficie leur municipalité, soit une moyenne de 24 000 personnes par année, leur est procuré par l'exode des familles montréalaises vers les banlieues. De la même façon, ils et elles ont assurément compris que cet exode entraîne deux milliards de dollars d'investissements annuels supplémentaires à leur profit. Quant à ces déclarations ampoulées sur l'avenir de la *ville-région* montréalaise que tous reprennent en chœur, elles ne sont que du cirque.

Quand les élus montréalais comprendront-ils que bien avant d'être nos partenaires dans le développement du Grand Montréal, les élus de la soixantaine de municipalités entourant notre île sont nos compétiteurs acharnés ? Quand les élus montréalais réaliseront-ils qu'ils sont les seuls dupes de cette illusion qu'est le développement dit *équilibré* de la région métropolitaine ?

Pour résumer, le Bleu et toujours en moi, doublé du spécialiste en aménagement que je suis devenu, ne peut accepter cette stratégie du laisser-faire conduisant non seulement à m'accommoder du déclin démographique et économique des régions excentrées, mais encore à surenchérir par leur marginalisation politique. D'autre part, une analyse un tant soit peu rigoureuse conduit à constater le poids politique déjà démesuré des banlieues, par rapport à celui de Montréal. À cet égard, je tiens à assurer les Montréalais et Montréalaises que, contrairement à Messieurs Tremblay et Labonté, le candidat à la mairie de Montréal que se serai en novembre 2009 est l'homme d'une seule cause, d'une seule allégeance, d'une seule fidélité : Montréal.

En conclusion, je demande formellement au Gouvernement du Québec de ne procéder à aucune modification de l'actuelle carte électorale du Québec.

